

Fervent critique du rapport Dasgupta sur la biodiversité, Frédéric Hache explique pourquoi les outils de financiarisation de la nature sont un leurre politique. La financiarisation de la biodiversité suit malheureusement les mêmes voies que la financiarisation du climat.

# Sauver la nature ne requiert **pas de capital**

≡ Un entretien avec Frédéric Hache. Illustrations de Sarah Bello Vega ≡

**BIO** **Frédéric HACHE:** Co-fondateur et directeur du Green Finance Observatory. Le CFO a pour mission d'analyser les nouveaux mécanismes de marché et les cadres de financement durable afin de déterminer dans quelle mesure ils sont susceptibles d'atteindre leurs objectifs environnementaux, économiques et sociaux déclarés.

**Défis Sud:** En 2017, date à laquelle vous avez fondé le Green Finance Observatory, quel était l'état de la réflexion du secteur quant à l'impact de la finance sur la biodiversité ?

**Frédéric Hache:** À l'époque, la finance verte telle qu'elle existait n'était pas très différente de la finance conventionnelle: elle pouvait se résumer à des fonds d'actions pondérés différemment, un peu à la marge. La finance verte de demain, par contre, est significativement différente parce qu'elle inclut de nouveaux produits financiers sur la pollution et la destruction de la nature. Les premiers marchés sur la nature, qui ne sont autres que les marchés carbone, sont une réalité depuis 15 ans. À l'époque où j'ai commencé à travailler là-dessus (sur l'intégration de la nature au sein des marchés financiers, ndlr), il y avait aussi une réflexion sur des marchés portant sur la destruction de la biodiversité mais

qui n'était encore qu'à l'état de projet. Aujourd'hui, on constate une extension du champ de la financiarisation qui s'explique par les mêmes raisons qui ont poussé à présenter le marché carbone comme une alternative à la réduction de la consommation des énergies fossiles au sein des pays riches. Nous nous trouvons, en termes de financiarisation de la biodiversité, là où nous nous trouvions il y a 15 ans sur la financiarisation du climat. Pour moi, nous sommes à un carrefour, et malheureusement, nous nous dirigeons vers le mauvais embranchement.

**DS:** Dans ce contexte, quel est l'apport du rapport de P. Dasgupta présenté en 2021 ?

**FH:** P. Dasgupta propose de reconceptualiser la nature sous formes de services qui contribuent au bien-être humain et considère que tous les autres services qui n'y contribuent pas directement doivent être considérés comme inutiles, ne méritant donc pas d'être préservés. C'est ce qu'il nomme le capital naturel et les services écosystémiques associés. C'est une conception bien évidemment très spécifique, utilitariste, anthropocentriste et incroyablement simpliste de la nature, qui va de pair avec l'idée qu'il faudrait mettre un prix sur la nature pour la sauver, elle-même basée sur l'idée que les réglementations traditionnelles ont échoué. En réalité, on sait que c'est faux, pour un



certain nombre de raisons. Tout d'abord parce qu'on est incapable de mettre un prix qui signifie quelque chose sur la nature, basée sur un système complexe d'interdépendance des espèces. Pour illustrer cela, il existe une analogie que j'affectionne particulièrement: de la même façon qu'un assemblage de verre, de plastique et de métal ne constitue pas forcément une voiture, quelques services écosystémiques pris isolément et arbitrairement ne constituent pas la nature. À cette conception réductrice de la nature, vous appliquez ensuite des méthodologies de valorisations monétaires dont les biais et les failles sont notoirement connues.

**DS: Quelles sont ces méthodologies ?**

**FH:** Prenons l'approche hédonique (celle qui préconise que le bonheur est dans le prix, ndlr.). À New York, deux appartements identiques existent. La seule différence? L'un bénéficie d'une vue sur Central Park, l'autre non. Le premier vaut 1,6 million de dollars, alors que le deuxième atteint tout juste le million. Selon cette approche, le différentiel de prix entre ces deux appartements va contribuer à donner une valeur à Central Park. En fait, il existe plusieurs biais à cette théorie. Premièrement, elle ne distingue pas facteurs sociaux et facteurs environnementaux, notamment le fait que le différentiel de prix va être lié à des questions de marqueur social, de prestige. Deuxièmement, elle ne prend pas en compte des impacts qui ne sont pas encore perceptibles, ni le fait que l'être humain a tendance à valoriser ce qui est esthétiquement joli plutôt que ce qui est sensiblement utile pour la biodiversité. Par exemple, une vue sur une marina complètement bétonnée sera probablement plus élevée qu'une vue sur un champ.

Une autre méthodologie est basée sur des enquêtes: il sera par exemple demandé à plusieurs personnes combien elles sont prêtes à payer contre la destruction de tous les parcs bruxellois, ou à l'inverse quel dédommagement monétaire elles exigeraient si on venait à tous les détruire, afin de poser une valeur monétaire sur leur existence. On sait pourtant très bien que ces enquêtes sont éminemment vulnérables à une multitude de biais sociaux et économiques. La réponse sera extrêmement variable selon à qui est-ce qu'on

pose la question et à quel moment de sa vie. Cela semble incroyablement fantaisiste de baser des politiques de préservation de la nature sur des méthodologies aussi faibles conceptuellement et sujettes à des biais, pourtant c'est ce qu'il se passe, et finalement, vous arrivez à des chiffres qui ne signifient absolument rien. Donc au-delà de tous les débats philosophiques sur la question de savoir si on devrait ou pas mettre un prix sur la nature, la réalité brute est qu'on ne peut pas.

**DS: Si cette théorie est tellement contestable, pourquoi est-elle tant plébiscitée ?**

**FH:** C'est une approche qui plaît à tout un pan de la classe politique néolibérale, favorable à l'idée qu'on puisse remplacer des réglementations environnementales



« Les activistes pour le climat s'intéressent trop peu à la biodiversité ».

classiques plutôt contraignantes par des incitations économiques. Bien évidemment c'est beaucoup moins efficace, plusieurs exemples le démontrent. En réalité, les réglementations traditionnelles fonctionnent très bien. On peut noter à ce titre la loi littoral en France qui limite la construction de bâtis sur la côte, le Protocole de Montréal qui interdit l'utilisation de certains aérosols pour éviter les trous dans la couche d'ozone ou encore l'interdiction de l'amiante dans le secteur de la construction. Ces politiques se sont toutes révélées incroyablement efficaces. Mais à côté de cela, les lobbys font valoir que ces mesures détruisent l'emploi, empêchent la croissance économique, et vont se montrer beaucoup plus favorables à la création de ces mécanismes et de ces marchés économiques, même s'ils se révèlent bien moins efficaces. Si l'on regarde le bilan des marchés carbone comme le marché de Kyoto ou le système d'échange de quotas européen, ce sont des échecs patents sur le plan environnemental.

**DS:** Dans un article récemment publié, vous expliquez que le rapport Dasgupta ne présente en réalité aucune innovation économique.

**FH:** Premièrement, ce qui est important à soulever c'est que ce n'est pas juste un rapport qui finira sur une étagère, c'est la politique officielle du gouvernement anglais pour ces 25 prochaines années. Pourtant, Dasgupta soutient une théorie qui n'est pas nouvelle: ces idées sont aujourd'hui présentées comme des innovations mais cela fait au moins une décennie voir plus qu'elles existent, circulent et sont discréditées. Ce qui est réellement nouveau, c'est qu'on tente de les implanter politiquement pour la première fois à grande échelle, comme c'est le cas pour le rapport Dasgupta. D'autres stratégies de politique environnementale en témoignent, comme le nouveau Cadre biodiversité mondial qui a émergé de la COP15 où le terme « compensation biodiversité » est présent. L'Union européenne travaille également activement à mettre en place un outil similaire.

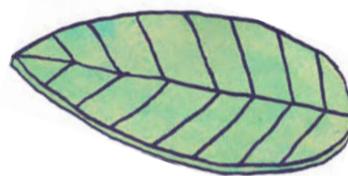
**DS:** C'est donc finalement tout un champ lexical qui a perfusé les sphères politiques et les instances de négociation ?

**FH:** Oui tout à fait, et au-delà du champ lexical, le choix des mots n'est pas neutre puisqu'il va avec un certain nombre de pré-requis, de concepts sous-jacents. Cette reconceptualisation de la nature va de pair avec une idée tout à fait intégrée politiquement mais qui reste discutable: il est nécessaire d'intégrer la nature à l'économie pour la sauver.

**DS:** Le 4 novembre 2022, à l'aube de la COP15, vous publiez avec 118 autres experts une lettre ouverte intitulée *La Nature doit être protégée de "l'économie positive pour la nature"*. Quel était le message que vous souhaitiez faire passer ?

**FH:** Sur le sujet compensation biodiversité dont on parlait il y a un jeu du chat et de la souris sur le plan linguistique. Un certain nombre de gens ont réalisé que la compensation ne compensait pas, donc c'est un terme qui est devenu mal aimé. Pour le remplacer, il y régulièrement des espèces d'euphémismes vagues et chaleureux qui sont créés, comme « solution fondée sur

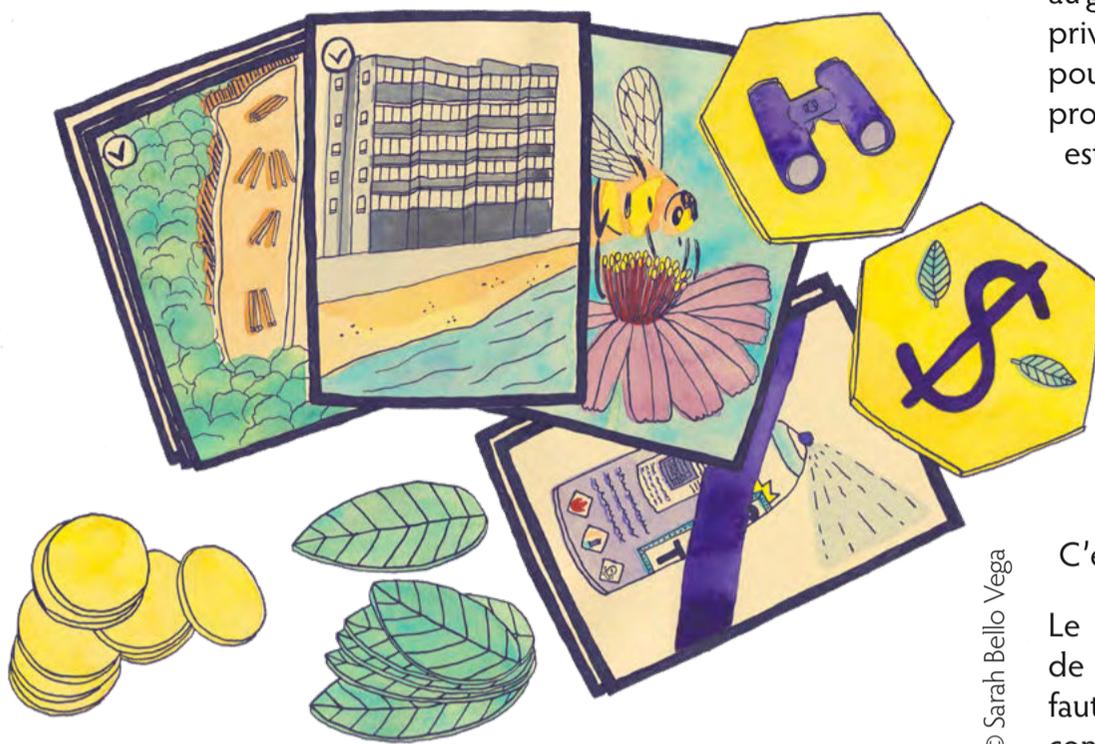
## Quelques services écosystémiques pris isolément ne constituent pas « la nature ».



la nature », « l'économie positive pour la nature », etc. C'est une façon d'empêcher toute contestation puisqu'on ne nomme plus les choses, donc on ne peut pas s'y opposer. En outre, ce sont des termes qui sont très vaguement définis, nous ne sommes jamais sûrs de ce qu'ils contiennent réellement. C'est une tactique de lobbying assez efficace et qui est promue typiquement par les acteurs favorables à ces marchés financiers basés sur la destruction de la nature. Il y a notamment ce concept d'économie positive pour la nature dont on a beaucoup parlé qui est en réalité la même chose: mettre un prix sur la destruction de la nature et créer des marchés financiers pour prétendument compenser sa destruction. Il est aujourd'hui promu par un certain nombre d'entités qui vont du Forum économique mondial au WWF en passant par la Commission européenne. Il me semblait important de déconstruire ce concept et d'affirmer que tout le monde n'est pas pour, et que certains d'entre nous voient à travers.

**DS:** Est-ce que vous pensez que le grand public s'empare assez de ces questions pour être en mesure de réagir face à ces politiques publiques qui se multiplient ?

**FH:** Tout est fait pour qu'il ne s'approprie pas ces questions, notamment l'usage de ces termes et l'absence de couverture médiatique de qualité. Pourtant, la réalité est assez simple: si je vous dis que je vais construire un aéroport sur un habitat de flamands roses mais que vous ne devez pas vous inquiéter car je vais compenser ces pertes naturelles en finançant la restauration d'un habitat de chauve-souris à l'autre bout du globe, tout le monde comprend que ça ne fonctionne absolument pas. Au-delà du grand public, il y énormément



© Sarah Bello Vega

## C'est la restauration de la nature qui requiert du capital.

de groupes activistes qui travaillent sur le changement climatique mais peu d'entre eux s'intéressent à la biodiversité, alors que les deux sujets sont tout aussi importants. Et il y a tout un travail de sensibilisation à faire à cet égard.

**DS:** Finalement, pensez-vous que le modèle financier mondial serait un jour en mesure de répondre à l'urgence climatique et environnementale actuelle? Autrement dit, peut-il faire partie de la solution ou est-il intrinsèquement lié à la destruction de l'environnement selon vous?

**FH:** Je ne poserais pas la question en ces termes-là. Ce que fait le marché financier pour moi n'est pas la priorité, c'est secondaire. Je m'explique: la réglementation environnementale classique, par définition, peut verdir toute la finance du jour au lendemain. C'est là que réside le vrai levier d'action, et c'est pour cela qu'il ne faut pas détourner la conversation du véritable enjeu. Si vous mettez en place par exemple des réglementations environnementales qui imposent de réduire la destruction de la biodiversité ou la consommation d'énergies fossiles, les profits futurs des secteurs concernés vont automatiquement évoluer

au gré de ces mesures, et les flux de capitaux privés vont mécaniquement se réorienter pour s'ajuster aux nouvelles attentes des profits futurs. En aval, le secteur financier est totalement capable de s'adapter, si on a les bonnes réglementations contraignantes. Et c'est ça la façon la plus efficace de travailler. Ce qu'on appelle la finance verte aujourd'hui, c'est un package de subventions en échange d'un verdissement très partiel des bilans bancaires, soit uniquement de la carotte et pas du tout de bâton. C'est infiniment moins ambitieux.

Le secteur financier est bien sûr capable de financer les bonnes choses mais il ne faut pas lui demander son avis. Il doit se contenter de suivre la réglementation environnementale. On entend trop souvent que nous avons besoin de beaucoup de capitaux et donc que le secteur privé est essentiel pour atteindre nos objectifs environnementaux. Il y a deux choses à dire à ce propos. D'abord, arrêter la destruction de la nature ne requiert pas de capital, c'est la restauration qui en requiert. Des lois comme la loi littoral, c'est gratuit ou presque. L'idée selon laquelle la priorité est la recherche de capital disponible est quelque peu malhonnête quand on sait que la priorité devrait être de réduire la destruction. Ensuite, la restauration exige, certes, plus de capital privé, mais comme je l'expliquais précédemment, le capital privé peut être orienté de plusieurs façons: avec la carotte ou avec le bâton, soit avec des subventions ou avec des réglementations. Aujourd'hui, Davos prétend que la réglementation environnementale coercitive est trop défavorable pour les entreprises, leurs profits et leurs emplois. Il suggère fortement de se tourner vers des partenariats public-privé et d'octroyer des subventions à tour de bras. Cette approche est éminemment discutable car c'est un affaiblissement considérable du rôle de l'État. Or, cela est problématique car seul l'État dispose de la capacité de se préoccuper de l'intérêt commun mais aussi de la légitimité de le faire sur un plan démocratique. ☰

Propos recueillis par Louise Aendekerck